



HAL
open science

Travailler dans l'agriculture : introduction

Julie Landour, Emmanuelle Leclercq, Madlyne Samak, Ariel Sevilla

► **To cite this version:**

Julie Landour, Emmanuelle Leclercq, Madlyne Samak, Ariel Sevilla. Travailler dans l'agriculture : introduction. Nouvelle Revue du travail, 2021, Travailler dans l'agriculture, 18, 12 p. 10.4000/nrt.8072 . hal-03560210

HAL Id: hal-03560210

<https://hal.science/hal-03560210>

Submitted on 23 Nov 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License



Introduction

Introduction

Introducción

Julie Landour, Emmanuelle Leclercq, Madlyne Samak et Ariel Sevilla



Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/nrt/8072>

DOI : 10.4000/nrt.8072

ISSN : 2263-8989

Éditeur

Nouvelle revue du travail

Ce document vous est offert par Université de Reims Champagne-Ardenne



Référence électronique

Julie Landour, Emmanuelle Leclercq, Madlyne Samak et Ariel Sevilla, « Introduction », *La nouvelle revue du travail* [En ligne], 18 | 2021, mis en ligne le 01 mai 2021, consulté le 23 novembre 2023. URL : <http://journals.openedition.org/nrt/8072> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/nrt.8072>

Ce document a été généré automatiquement le 16 février 2023.



Le texte seul est utilisable sous licence CC BY-NC-ND 4.0. Les autres éléments (illustrations, fichiers annexes importés) sont « Tous droits réservés », sauf mention contraire.

Introduction

Introduction

Introducción

Julie Landour, Emmanuelle Leclerq, Madlyne Samak et Ariel Sevilla

- 1 Les recherches prenant pour objet les groupes sociaux agricoles (Bessière *et al.*, 2008, 2014) ont longtemps tenu à distance les questions posées par la sociologie du travail. Dans les années 1960 et 1970, les études rurales dessinent un champ scientifique structuré par un partage des objets de recherche, qui s'organise selon une dichotomie entre tradition et modernité, supposée opérante pour décrire les évolutions de l'agriculture française (Laferté et Renahy, 2006 ; Grignon et Weber, 1993). D'un côté, les chercheurs du groupe d'anthropologie des sociétés paysannes du Laboratoire d'anthropologie sociale, en se focalisant sur les rites et les formes symboliques des sociétés paysannes, véhiculent une vision traditionnaliste et fixiste de la campagne. De l'autre, le Groupe de sociologie rurale, créé en 1960 par Henri Mendras et Marcel Jollivet, se concentre sur la transformation du paysan en entrepreneur capitaliste et se fait l'accompagnateur¹ de la « modernisation » agricole voulue par les pouvoirs publics (Laferté et Renahy, 2006). Leurs recherches mettent l'accent sur le changement social en agriculture, assimilé à l'innovation et au progrès technique, voire au progrès tout court. Il s'agit d'identifier les « résistances au changement » et à l'entrée de cette « modernité » dans les campagnes françaises (Hervieu et Purseigle, 2013). En parallèle, l'équipe de sociologues qui se constitue autour de Pierre Bourdieu, Patrick Champagne et Claude Grignon, adopte une position critique par rapport à la sociologie rurale et à ses visées finalistes, et se concentre à son tour sur les mécanismes de domination dont est victime la paysannerie, « classe objet » (Bourdieu, 1977). Dans ce contexte de tripartition des objets touchant aux mondes ruraux, les groupes sociaux d'agriculteurs ne sont donc pas étudiés avec les outils de la sociologie du travail. Les années 1980 sont marquées par une diminution significative des recherches sur les agriculteurs : comme l'a montré Alice Barthez, à cette période, alors que les paysans ne cessent d'accroître leur visibilité politique, c'est leur déclin numérique qui monopolise l'attention de la recherche. Et l'« effondrement démographique » de la population agricole conduit la sociologie à une cécité durable à son endroit (Barthez, 1993).

- 2 Réciproquement, la sociologie du travail ne s'est que peu emparée de l'agriculture, celle-ci étant longtemps perçue comme un monde clos, menacé de disparition. Comme l'analysent Anni Borzeix et Gwénaele Rot dans leur ouvrage consacré à la revue *Sociologie du travail* (2010), ses fondateurs ont focalisé leur attention sur le travail industriel, s'ouvrant peu à peu aux analyses portant sur le secteur tertiaire, l'agriculture n'étant abordée qu'en de très rares occasions. Dans le même sens, les trois traités francophones consacrés à la sociologie du travail (Friedmann et Naville, 1961 et 1962 ; De Coster et Pichault, 1998 ; Pillon et Vatin, 2003) restent muets lorsque les protagonistes du travail sont les groupes sociaux agricoles. Dans la sociologie française des années 1980, ce sont principalement les recherches féministes qui étudient le travail et les travailleuse·s en agriculture. Christine Delphy (1983) met au jour l'exploitation patriarcale dont font l'objet les agricultrices, en raison de l'appropriation totale de leur travail dans les exploitations agricoles comme dans l'espace domestique, par leurs maris et pères (puisque celui-ci n'est ni reconnu, ni rémunéré). C'est d'ailleurs cette analyse qui fonde sa théorie du « mode de production domestique » révélant le caractère productif du travail domestique. Rose-Marie Lagrave pointe l'inexistence statutaire des agricultrices, et examine les pesanteurs sociales et politiques qui font obstacle à leur reconnaissance professionnelle (Lagrave, 1988). Alice Barthez propose quant à elle d'analyser l'agriculture non pas comme un rapport familial ni un rapport de travail, mais comme « le choc entre les deux » (Barthez, 1982, p. 181). Mais si ces travaux ont un retentissement important dans le champ des études féministes et dans la « découverte » du travail féminin en dehors de l'agriculture, elles ne donnent pour autant pas lieu à un foisonnement de recherches sur le travail agricole en lui-même, ses cadres, ses conditions, son organisation.
- 3 Depuis le début des années 2000, les agriculteurs font l'objet d'un regain d'intérêt des recherches en sociologie, comme en témoigne notamment la parution de plusieurs publications collectives. À partir de focales variées (sociologie politique, sociologie de l'éducation, sociologie de la famille, sociologie du genre, sociologie économique, sociologie du travail, sociologie des migrations, etc.), ces travaux ont contribué à actualiser les connaissances des modalités de fonctionnement des entreprises familiales agricoles (*Revue d'études en agriculture et environnement*, 2008), du positionnement social des agriculteurs et agricultrices dans la France contemporaine (*Sociétés contemporaines*, 2014) et des enjeux de leur représentation professionnelle (*Politix*, 2013). Ils ont aussi mis au jour les transformations des modèles productifs (*Terrains et Travaux*, 2012), les enjeux du travail saisonnier en Europe (*Etudes rurales*, 2008), ou encore les transformations des « mondes agricoles » sous l'effet de la globalisation (Hervieu et Purseigle, 2009).
- 4 L'enjeu de ce corpus est de contribuer à ce renouveau en adoptant une approche centrée sur le travail et l'emploi des travailleurs et travailleuses agricoles, qu'il·elle·s soient indépendant·e·s ou salarié·e·s. Il s'agit de proposer une série d'éclairages significatifs des transformations professionnelles qui traversent ces groupes sociaux, pour rendre compte de la manière dont elles s'intègrent aux évolutions plus larges de l'emploi et du travail contemporains.

Hétérogénéité des positions sociales, des modèles productifs et des organisations du travail

- 5 Il est difficile voire impossible de caractériser socialement les agriculteurs de manière univoque, tant les situations économiques et sociales que recouvre cette catégorie sont diverses. Dans le courant des années 1970, Claude Grignon pointait du doigt la difficulté que posait toute tentative de positionnement de la catégorie de paysan dans une hiérarchie sociale :

« Le paysan est un patron dans la mesure où il ne dépend de personne, mais il n'a personne à commander si ce n'est lui-même. [...] Le paysan serait un travailleur, exploité au même titre qu'un ouvrier, s'il vendait sa force de travail, mais il ne vend pas sa force de travail, si ce n'est à lui-même qui se sous-paye et qui s'exploite : il vend des produits comme un commerçant, mais à la différence du commerçant, il vend les produits de son propre travail. » (Grignon, 1975, p. 4)

- 6 Quarante ans plus tard, les agriculteurs exploitants qui sont parvenus à le rester ont considérablement amélioré leurs revenus², et ils recourent de plus en plus souvent au travail salarié. Mais le sentiment qui domine, à la lecture de quelques résultats du dernier recensement agricole, est celui d'une considérable hétérogénéité économique et sociale :

- 7 - en 2010, en France métropolitaine, 29 % des exploitants agricoles étaient entièrement propriétaires de leurs terres agricoles, 28 % exploitaient la totalité de leurs terres en location, et 40 % prenaient en location des terres en complément de leurs terres en propre ;

- 8 - alors que les petites exploitations (au sens économique du terme) n'utilisent que 7 % de la Superficie agricole utilisée (SAU) totale du pays, avec une taille moyenne de 10 hectares, les grandes exploitations occupent près des deux tiers de la surface agricole, soit 17 millions d'hectares, avec une taille moyenne de 108 hectares ;

- 9 - les revenus du travail connaissent des variations importantes selon le type de culture pratiquée. En moyenne, en 2018, ces revenus s'élevaient par exemple à 62 174 euros pour les viticulteurs, contre 16 216 euros pour les éleveurs de bovin viande³ ;

- 10 - la part du travail agricole accomplie par des personnes salariées s'élevait à 27 % en 2010, contre seulement 19 % en 1988 (Agreste, Recensement agricole 2010). Or « les emplois du secteur agricole sont des emplois essentiellement d'exécution, plus souvent précaires que dans les autres secteurs, occupés par des salariés peu qualifiés et faiblement rémunérés » (Cahuzac et Détang-Dessendre, 2011).

Au terme de ces constats généraux, il est relativement aisé de conclure que les agriculteurs français ne forment pas un groupe social homogène, mais bien des groupes sociaux différenciés. « *L'ambiguïté du statut des propriétaires-exploitants dans les rapports de production, la diversité des situations socio-économiques en agriculture (selon la région, l'orientation productive, la taille de l'exploitation, les patrimoines familiaux, etc.) et la variété des styles de vie constituent autant d'obstacles à la définition a priori d'une position particulière des agriculteurs sur une échelle socio-économique* » (Bessière et al., 2008, p. 9).

- 11 Il résulte de cette hétérogénéité des positions sociales, des statuts d'emploi, des patrimoines professionnels possédés par les exploitants et des revenus du travail une grande diversité des modèles productifs et des organisations du travail agricole. Les articles du corpus en témoignent : ils donnent à voir une large gamme de tailles d'exploitations (de la petite exploitation maraîchère à la ferme agricole), de types

d'activité pratiquées (production agricole, conditionnement, transformation, commercialisation, méthanisation), de modes de commercialisation (circuits courts, coopératives, vente directe, etc.), d'organisations du travail (du travail en famille à l'entreprise de prestation de travailleurs détachés ou à l'Entreprise agricole intégrée) et de statuts d'emploi des agriculteurs (de l'ouvrier saisonnier détaché au chef d'exploitation, en passant par le chef de culture salarié et l'agricultrice non déclarée).

- 12 L'allongement de la formation des agriculteurs, qui est l'un des traits marquants de l'évolution de ces groupes sociaux, a ouvert une voie pour réduire l'hétérogénéité sociale qui les caractérise. C'est une tendance qui touche l'ensemble des agriculteurs et agricultrices, les trois quarts des chefs d'exploitation et co-exploitants de moins de 40 ans obtenant en 2010 un niveau d'études équivalent ou supérieur au baccalauréat, alors que 40 ans plus tôt, près de 80 % des agriculteurs de moins de trente ans ne dépassaient pas le certificat d'études. L'enseignement agricole s'est lui-même considérablement transformé (Formation Emploi, 2020), visant à accompagner les transformations sociales et économiques qui touchent les modèles productifs comme les aspirant·e·s à l'agriculture. Cependant, comme le montre Clémentine Comer dans ce numéro, les effets de ces formations sur les modèles productifs viennent plutôt renforcer que contredire les dispositions sociales préexistantes, et doivent s'analyser en articulation étroite avec les autres capitaux possédés.

Transformations du travail, permanence de la famille

- 13 Différenciés par leur positionnement social, les agriculteurs se retrouvent unifiés sur un double point : celui de l'indépendance professionnelle et celui du travail familial. En France aujourd'hui, parmi les 970 000 personnes qui participent régulièrement au travail des exploitations agricoles, seulement 16 % sont des salariés non familiaux⁴. Les 84 % restant sont des actifs familiaux : il s'agit des exploitants (dont le statut juridique est celui de chef d'exploitation ou coexploitant), de leurs conjoints (conjoint(e)s d'exploitants), de leurs enfants ou de leurs parents (aides familiaux). Parmi ces actifs familiaux, une part très minoritaire (2,8 %) est soumise à un contrat de travail salarié. La grande majorité des actifs agricoles sont donc des travailleurs indépendants⁵ reliés entre eux par des liens de parenté. Cette double caractéristique invite à réinscrire le travail agricole dans les rapports économiques et familiaux qui s'entrelacent tout particulièrement dans les exploitations agricoles, pour en analyser les transformations.
- 14 Le travail des agriculteurs est certes tributaire des différents types de capitaux qu'ils possèdent et des catégories de perception qui se sont constituées au cours de leurs expériences antérieures, comme le montrent très bien les articles de Clémentine Comer, Nicolas Deffontaines et Jean-Baptiste Paranthoën. Mais il est aussi fortement influencé par les rapports de production qui se jouent au quotidien sur et hors de leur exploitation. C'est en cela que, comme l'indiquent les travaux de Bernard Zarca sur les artisans (Zarca, 1986), mais aussi ceux d'autres auteurs qui se sont intéressés aux professions indépendantes (Karpik, 1995 ; Champy, 1998), l'étude des groupes sociaux de travailleurs indépendants ne peut se faire sans recourir à l'examen des rapports économiques dans lesquels ceux-ci sont encastrés. Pris dans des configurations économiques, c'est-à-dire des relations d'interdépendance avec les personnes et les organisations qui font le « marché » – pouvoirs publics, cadres ou patrons de la grande distribution et de l'industrie agroalimentaire, placiers, agriculteurs ou commerçants-

revendeurs sur les marchés, clients, etc. –, les agriculteur·rice·s accommodent nécessairement leurs manières de travailler au gré des fluctuations de ces relations. C'est le versant « dramatique » de ces accommodements que nous donne à voir Nicolas Deffontaines dans ce corpus, à travers l'analyse du suicide de Gérard. Si le sur-suicide des agriculteurs est régulièrement expliqué par des difficultés économiques souvent combinées avec l'isolement, l'auteur documente ici un autre processus, alimenté par la course à l'extension et à l'intensification du travail, la perte de sens dans le travail. C'est parce qu'il se voit progressivement contraint de renoncer à une indépendance pleinement autonome et à un idéal d'éleveur très attaché à ses bêtes que Gérard éprouve le sentiment d'une perte de sens dans le travail et sombre dans la dépression.

- 15 Le texte de Guilhem Anzalone et Caroline Mazaud montre au contraire comment les agriculteurs les mieux dotés en ressources économiques, sociales et politiques tirent parti de leur position et de leurs relations privilégiées avec les acteurs industriels de leur territoire, pour développer de nouvelles activités économiques sur leur exploitation. C'est en effet dans des configurations économiques et sociales singulières et à côté d'acteurs industriels de l'énergie et de l'agroalimentaire que ces agriculteurs s'insèrent dans des projets de méthanisation. Il s'agit d'hommes expérimentés, héritiers, formés à l'agriculture et installés dans la profession, au cœur du territoire et de sa dynamique politique. Cette diversification atteste d'une des évolutions du travail des agriculteurs, qui facilite la continuité de l'activité traditionnelle, en l'espèce d'élevage laitier. Les agriculteurs méthaniseurs apportent de la légitimité aux projets de production d'énergie portés par les industriels de l'agroalimentaire, et profitent de leurs appartenances multiples, notamment professionnelles et politiques, pour mobiliser des ressources spécifiques et diversifier la production.
- 16 Analyser le travail en agriculture implique donc de mobiliser une sociologie attentive à la façon dont s'articulent les ressources économiques et sociales détenues par les individus, les configurations économiques dans lesquelles sont prises leurs exploitations et les stratégies mises en œuvre pour les maintenir. Or, ces stratégies ne peuvent se comprendre sans observer les rapports familiaux sur lesquelles elles reposent, et qu'elles impactent en retour, comme le montre particulièrement bien le texte de Jean-Baptiste Paranthoën. À travers l'étude des tensions entre les rapports familiaux et économiques éprouvés par les agriculteurs et les agricultrices qui s'engagent dans la production avec une part plus ou moins importante de vente en circuits courts, l'auteur décrypte l'impact du nombre et du type de ventes en circuits courts sur l'organisation non seulement du travail mais aussi sur celle de la sphère familiale. Il montre que, même pour des petites entreprises, l'organisation du travail est à la fois source d'opportunités vers de nouveaux marchés ou de nouveaux réseaux professionnels, et source de contraintes par la lourdeur de l'aménagement des activités, illustrant ainsi les tensions entre sphère marchande et sphère de production.

Un travail toujours très familial, entre inégalités de genre et dynamique d'égalité

- 17 On doit aux travaux d'Alice Barthez d'avoir montré qu'en agriculture, les rapports de travail ne pouvaient être pensés indépendamment des rapports familiaux (Barthez, 1982). Comme le souligne l'auteure, dans les années 1960 et 1970, la sociologie rurale ne parvenait pas à penser les transformations caractérisant l'agriculture sans établir une

dichotomie entre le travail et la famille. D'un côté, certains auteurs ont prédit la séparation du travail et du capital dans l'agriculture, c'est-à-dire l'accroissement des rapports de production salariés et la transformation du paysan en entrepreneur capitaliste (Mendras, 1993[1967]). D'un autre côté, des sociologues (Servolin, 1972) se sont attachés à décrire l'insertion de l'agriculture dans le mode de production capitaliste, invitant à penser la prolétarianisation de la structure familiale de production et la soumission de l'agriculture à la loi du profit capitaliste. Dans les deux cas, nous dit Alice Barthez, le développement de l'agriculture est pensé comme un « perpétuel mouvement de dépassement de l'organisation familiale vers une organisation industrielle » (*ibid.*, p. 108), sans que celui-ci n'advienne véritablement, mais comme si la « modernisation » de l'agriculture devait aboutir à terme à « une exclusion de la famille de l'univers de production d'une manière analogue au secteur industriel » (*ibid.*, p. 118). Prenant le contrepied de ces analyses, la sociologue propose de penser l'agriculture comme un « rapport familial de production. »

- 18 Outre le travail de Jean-Baptiste Paranthoen, plusieurs contributions de ce numéro montrent la permanence de la dimension familiale du travail, et soulignent à quel point elle donne lieu à des rapports de genre inégaux, mais dont les lignes tendent à bouger dans certains contextes. L'article de Pierre Deffontaines montre comment cette dimension familiale est revitalisée par les crises économiques, à travers son étude du développement d'activités agricoles commerciales dans l'Ukraine post-soviétique. Comme en Europe Occidentale, le travail indépendant connaît un regain qui est bien davantage lié aux déstabilisations de la société salariale qu'à un attrait intrinsèque du statut. Les enquêtés mettent en avant le « travail pour soi » que représente leur conversion agricole, mais c'est également un « travail pas sans elle » qui s'exécute dans ces petites exploitations. La transition vers l'indépendance repose d'abord sur le « travail à côté » (Weber, 1989) agricole initialement développé par les femmes ; elle se nourrit ensuite du travail réalisé gratuitement par les femmes et les enfants, notamment pour la cueillette et le petit entretien des vergers ; elle s'appuie enfin sur le travail rémunéré exercé par les femmes à l'extérieur de l'exploitation. Comme le soulignaient en France les travaux portant sur l'organisation familiale du travail indépendant (Bertaux-Wiame, 2004 ; Bessière, 2008), celui des hommes, et tout particulièrement en agriculture, repose encore fortement sur la mobilisation du travail invisible et gratuit des femmes, même quand elles poursuivent une activité à l'extérieur.
- 19 Cette tension concernant les différentes figures de l'entrepreneuriat agricole et la réalité familiale est illustrée sous un autre angle par les analyses de Clémentine Comer, qui met à jour la manière dont des femmes issues de familles agricoles parviennent à redéfinir les frontières de l'entrepreneuriat agricole. Les trajectoires tant sociale, familiale que de formation de ces femmes sont autant d'éléments pour asseoir la construction de leur conception de la production agricole, tout autant que la définition de leur rôle social au sein de ces structures familiales. Ces évolutions sont liées à des trajectoires de formation diversifiées orientées vers l'accumulation de différentes catégories de savoirs et d'expériences, complétant une formation plus traditionnelle dans le monde agricole. L'auteure montre que ces expériences alimentent l'esprit d'entreprendre et fonctionnent non seulement comme éléments de différenciation et d'innovation sur un marché agricole mais aussi comme forme d'affirmation et de réalisation de soi.

Mutation des formes d'emploi

- 20 Si le cadre familial continue de caractériser la grande majorité du travail en agriculture, il est une mutation qui ne peut plus être ignorée par la sociologie du travail : la montée du salariat et la précarisation croissante de ce dernier. La question des ouvriers agricoles a longtemps été négligée par les études rurales (Hubscher & Farcy, 1996), mais de récentes enquêtes de terrain menées dans des régions de culture intensive du sud de l'Europe ou des Etats-Unis ont mis au jour les conditions sociales particulièrement dégradées et dégradantes dans lesquelles s'opère aujourd'hui la production agricole, en particulier dans le secteur des fruits et légumes, fortement consommateur en main-d'œuvre. Reposant sur le recours massif à une main-d'œuvre immigrée juridiquement précaire (sans papier et/ou sans contrat), seule à même de réaliser des tâches ingrates pour des salaires horaires très faibles et dans des conditions de travail très éloignées des standards occidentaux, l'agriculture française est partie prenante de ce mouvement généralisé et internationalisé de précarisation des travailleurs de l'agriculture.
- 21 C'est ce que montre l'enquête de Lucio Castracani, Frédéric Décosse et Juana Moreno Nieto sur un nouveau dispositif de recrutement de travailleurs étrangers dans les Bouches du Rhône fondé sur la prestation de services internationaux. Les auteure·s montrent comment cette forme d'emploi, encadrée par une directive européenne, altère les relations d'emploi, l'organisation et les conditions du travail ainsi que les dynamiques migratoires préexistantes. Si le recours à la main d'œuvre étrangère pour réduire les coûts salariaux et flexibiliser le travail sous l'encadrement de l'État (à travers l'Office français de l'immigration et d'intégration) n'est pas une nouveauté dans la région, la prestation des services internationaux renforce ces aspects, en se développant plutôt sur l'externalisation des illégalités et sur la mise à disposition de main d'œuvre. Dans son fonctionnement régulier, le détachement demande à l'encadrement intermédiaire d'assurer l'assujettissement des travailleurs, notamment en sous-payant et en sous-déclarant le volume de travail effectué dans un contexte d'éloignement de l'employeur principal. Ces conditions de travail dégradées poussent les intérimaires à mobiliser autant que possible leurs ressources pour abandonner le détachement au profit d'autres relations d'emploi. Dans ce processus, se modifient également les formes d'installation de ces travailleurs en France, contrariant la logique institutionnelle qui considère la migration comme transitoire.
- 22 À l'autre bout de la hiérarchie sociale du salariat agricole, la catégorie de chef de culture fait l'objet d'une analyse minutieuse dans le texte proposé par Loïc Mazenc. L'auteur revient sur le processus historique de constitution et de légitimation de cette figure du salariat d'encadrement, indissociable de la « modernisation » de l'agriculture dans les années 1970, mais pourtant peu exploré par la littérature. Il analyse ensuite la déstabilisation de cette catégorie de salariés particulière dans ce qu'il nomme les « entreprises agricoles intégrées ». Issus de familles agricoles et dotés de diplômes de l'enseignement agricole, les chefs de culture sont aujourd'hui en proie à des luttes de position et de territoire pour légitimer leur domaine d'expertise face aux managers et surtout aux commerciaux de ces entreprises orientées vers le maraichage. Les modes d'organisation de ces structures, l'industrialisation de la production, la gestionnarisation de l'activité normalisent les contours de l'activité de travail des chefs

de culture, montrant l'incapacité de ces derniers à nuancer les logiques de rendement et de productivité allant jusqu'à impacter leur engagement au travail.

BIBLIOGRAPHIE

BARTHEZ Alice, *Famille, travail et agriculture*, Paris, Economica, 1982.

BARTHEZ Alice (1993), « De la sociologie rurale à la fonction critique de la sociologie », *Cahiers d'économie et de sociologie rurales*, 29, pp. 75-78.

BERTAUX-WIAME Isabelle (2004), « Devenir indépendant, une affaire de couple », *Cahiers du Genre*, 2, n° 37, pp. 13-40.

BESSIÈRE Céline (2008), « "Travailler à l'extérieur" : des implications ambivalentes pour les compagnes d'agriculteurs », *Nouvelles Questions Féministes*, 27, n° 2, pp. 53-66.

BESSIÈRE Céline, BRUNEAU Ivan et Gilles LAFERTÉ (2014), « Introduction. Les agriculteurs dans la France contemporaine », *Sociétés contemporaines*, 4, n° 96, pp. 5-26.

BESSIÈRE Céline, GIRAUD Christophe et Nicolas RENAHY (2008), « Famille, travail, école et agriculture », *Revue d'études en agriculture et environnement*, 88, pp. 5-20.

BORZEIX Anni et Gwenaëlle ROT (2010), *Sociologie du travail. Genèse d'une discipline, naissance d'une revue*, Paris, Presses universitaires de Paris Ouest.

BOURDIEU Pierre (1977), « Une classe objet », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 17-18, pp. 2-5.

CAHUZAC Éric et Cécile DETANG-DESSENDRE (2011), « Le salariat agricole. Une part croissante dans l'emploi des exploitations mais une précarité des statuts », *Économie rurale*, 323.

CHAMPY Florent (1998), *Les architectes et la commande publique*, Paris, PUF.

DE COSTER Michel et François PICHAULT (1998), *Traité de sociologie du travail*, De Boeck Supérieur.

DELPHY Christine (1983), « Agriculture et travail domestique : la réponse de la bergère à Engels », *Nouvelles questions féministes*, 5, pp. 3-18.

DESRIERS Maurice (2007), « L'agriculture française depuis cinquante ans : des petites exploitations familiales aux droits à paiement unique », *Agreste Cahiers*, 2, pp. 17-30.

Études rurales (2008), n° 182.

Formation Emploi (2020), n° 15.

FRIEDMAN Georges et Pierre NAVILLE (1961-1962), *Traité de sociologie du travail*, Paris, Armand Colin.

GRIGNON Claude (1975), « Le paysan inclassable », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 4, pp. 82-87.

GRIGNON Claude et Florence WEBER (1993), « Sociologie et ruralisme, ou les séquelles d'une mauvaise rencontre », *Cahiers d'économie et de sociologie rurales*, 29, p. 59-74.

HERVIEU Bertrand et François PURSEIGLE (2009), « Pour une sociologie des mondes agricoles dans la globalisation », *Études rurales*, 183, n° 1, p. 177-200.

- HERVIEU Bertrand et François PURSEIGLE (2013), *Sociologie des mondes agricoles*, Paris, Armand Colin.
- HUBSCHER Ronald et Jean-Claude FARCY (dir.) (1996), *La moisson des autres. Les salariés agricoles aux XIX^e et XX^e siècles*, Paris, Éditions Créaphis.
- KARPIK Lucien (1995), *Les avocats. Entre l'Etat, le public et le marché, XIIIe-XXe siècles*, Paris, Gallimard.
- LAFERTE Gilles et Nicolas RENAHY (2006), « Tradition, modernisation, domination. Trois regards des études rurales françaises cristallisées autour d'une enquête (RCP Châtillonnais, 1966-1975) », *Working Paper*, INRA-ENESAD-UMR CESAER.
- LAGRAVE Rose-Marie (dir.) (1988), *Celles de la terre. Agricultrice : l'invention politique d'un métier*, Paris, Éditions de l'EHESS.
- MENDRAS Henri (1993[1967]), *La fin des paysans, Innovations et changements dans l'agriculture française*, Paris, Actes Sud.
- PILLON Thierry et François VATIN (2003), *Traité de sociologie du travail*, Toulouse, Octarès.
- Politix* (2013), vol. 103, n° 3.
- Revue d'Etudes en Agriculture et Environnement / Review of agricultural and environmental studies* (2008), n° 88.
- SERVOLIN Claude (1972), « L'absorption de l'agriculture dans le mode de production capitaliste », in Yves Tavernier, Michel Gervais et Claude Servolin, *L'univers politique des paysans dans la France contemporaine*, Paris, Presses de Science Po, pp. 41-77.
- Sociétés contemporaines* (2014), vol. 96, n° 4.
- Terrains & travaux* (2012), vol. 20, n° 1.
- ZARCA Bernard (1986), *L'artisanat français : du métier traditionnel au groupe social*, Paris, Economica.

NOTES

1. Gilles Laferté et Nicolas Renahy soulignent la visée finaliste de *La fin des paysans* (1967) : il s'agit de « dresser les pistes les plus efficaces et fonctionnelles devant permettre de finaliser la modernisation agricole, et de dresser des scénarios des avenir probables » (Laferté et Renahy, 2006, p. 9).
2. Dans une étude datant de 2007, Maurice Desriers indiquait qu'entre 1960 et les années 2000, le revenu moyen par actif non salarié dans l'agriculture avait progressé de 88 % environ (source : INSEE – Comptes de l'agriculture) (Desriers, 2007, p. 26).
3. Il s'agit des revenus courants annuels avant impôts, par unité de travail non salariée. Source : SSP RICA
4. Source : Agreste, Recensement agricole 2010 (champ : France métropolitaine). Notons qu'en terme de nombre d'heures travaillées, le travail salarié (familial ou non, incluant le travail saisonnier) représente une part plus importante (27 %) du travail agricole réalisé (Recensement Agricole 2010).
5. Suivant leur position dans l'exploitation et dans la famille, le statut des travailleurs peut varier : les chefs d'exploitation et co-exploitants disposent de la responsabilité juridique et économique de l'exploitation, tandis que les conjoints d'exploitants et aides familiaux n'en ont aucune.

RÉSUMÉS

La présentation de ce Corpus revient sur la distance longtemps entretenue entre la sociologie du travail et l'étude du travail dans l'agriculture. Les travailleurs et travailleuses agricoles font depuis une vingtaine d'années l'objet d'un regain d'intérêt, et ce corpus s'inscrit dans ce renouveau en adoptant une approche centrée sur le travail et l'emploi. Entre transformations des modèles productifs, mutations des statuts d'emploi et changements des organisations de travail, les articles présentés documentent les permanences et évolutions qui traversent les groupes sociaux d'agriculteurs, indépendant·es comme salarié·es, hommes ou femmes, en France mais aussi à l'étranger.

This introductory article starts by reviewing the distance that has long been maintained between the sociology of work and farm labour studies. The past 20 years have seen renewed interest in agricultural workers and this text is part of that body of literature, adopting as it does a work and employment-centred approach. Between production model transformations and changes in employment status and work organisation, the texts presented here document what has changed and what has remained the same for social groups comprised of self-employed and salaried farm workers operating both in France and abroad.

Como preámbulo de este corpus, esta introducción se remite a la distancia que se ha mantenido durante mucho tiempo entre la sociología del trabajo y el estudio del trabajo en la agricultura. Los trabajadores y trabajadoras agrícolas desde hace una veintena de años son objeto de un renovado interés, y este corpus se inscribe en este resurgimiento adoptando un enfoque centrado en el trabajo y el empleo. Entre transformaciones de los modelos productivos, mutaciones de los estatus de empleo y cambios en las organizaciones de trabajo, los artículos que se presentan documentan las permanencias y evoluciones que atraviesan los grupos sociales de agricultores, independientes como asalariados(as), hombres o mujeres, en Francia pero también en el extranjero.

INDEX

Mots-clés : Travail, emploi, agriculture, genre, formation professionnelle, famille

Keywords : Work, employment, agriculture, gender, professional training, family

Palabras claves : Trabajo, empleo, agricultura, género, formación profesional, familia

AUTEURS

JULIE LANDOUR

Université Paris Dauphine, Irisso, CNAM

EMMANUELLE LECLERQ

Université de Reims Champagne-Ardenne, Centre d'Études et de Recherches sur les Emplois et les Professionnalisations

MADLYNE SAMAK

Institut National Universitaire Champollion d'Albi, LISST-CERS

ARIEL SEVILLA

Université de Reims Champagne-Ardenne, CEREP et Laboratoire Printemps